



Distribution: générale

Date: 2 octobre 2017

Original: anglais

Point 7 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2017/7-C/1/1

Questions opérationnelles

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Augmentation budgétaire pour le programme de pays Ghana 200247

Coût (en dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Produits alimentaires et coûts connexes	24 457 463	-	24 457 463
Transferts de type monétaire et coûts connexes	23 781 426	4 741 569	28 522 995
Développement et augmentation des capacités	9 538 414	1 500 331	11 038 745
Coût total pour le PAM	77 952 523	10 290 566	88 243 089

Marqueur de l'égalité hommes-femmes 2A

<https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Décision

Le Conseil a approuvé par correspondance l'augmentation budgétaire de 10,3 millions de dollars É.-U. pour le programme de pays Ghana 200247 aux fins de la prolongation de ce programme pour une durée de 12 mois allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018.

21 août 2017

Coordonnateurs responsables:

M. A. Dieng
Directeur régional, Afrique de l'Ouest
courriel: abdou.dieng@wfp.org

Mme R. Yacoub
Directrice de pays
courriel: rukia.yacoub@wfp.org

Nature de l'augmentation

1. La présente prolongation d'un an du programme de pays 200247 a pour objet de le synchroniser avec le plan stratégique de pays provisoire (PSPP) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 et de faire en sorte que le Bureau du PAM au Ghana ait suffisamment de temps pour entreprendre des consultations en vue de préparer un plan stratégique de pays (PSP) complet, qui sera soumis au Conseil d'administration pour approbation en novembre 2018.
2. Cette augmentation budgétaire correspond à la poursuite des activités approuvées au titre du programme de pays pour une année supplémentaire, sans modification du type d'activités.
3. Les changements par rapport à la dernière révision budgétaire (datant de juin 2017) sont les suivants:
 - La mise en place de transferts monétaires pour l'activité consistant à distribuer des rations à emporter aux adolescentes (activité 1 dans le PSPP) complétera les distributions de bons d'alimentation et conférera davantage de souplesse à l'activité. Tel était l'objectif de la révision budgétaire 8, approuvée le 21 juin 2017 par le directeur régional en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués.
 - S'agissant de la prévention du retard de croissance, le nombre de bénéficiaires sera réduit de 32 000 à 20 000 aussi bien dans le cas des femmes enceintes et des mères allaitantes que dans celui des enfants de moins de 2 ans, ce qui permettra de mieux adapter l'activité aux ressources disponibles et de satisfaire à l'exigence selon laquelle les bureaux de pays doivent être financés à 80 pour cent pour obtenir l'approbation d'une révision budgétaire. Cela correspond également à un plan de mise en œuvre plus réaliste pour le programme de nutrition, qui est tributaire de la disponibilité d'aliments nutritifs spécialisés à l'échelle locale et de l'établissement de chaînes d'approvisionnement viables dans les zones rurales difficiles d'accès.
4. Concrètement, la présente révision budgétaire prévoit:
 - une augmentation de 4 741 569 dollars des fonds prévus au titre des transferts de type monétaire et des coûts connexes;
 - une augmentation de 1 500 331 dollars des montants prévus au titre du développement et de l'augmentation des capacités; et
 - une hausse de 3 375 452 dollars des fonds prévus au titre des coûts d'appui directs, principalement pour couvrir les coûts de mise en œuvre, qui correspondent à une nouvelle catégorie de coûts.

Justification de la prolongation du programme et de l'augmentation budgétaire

Résumé des activités en cours

5. Le programme de pays 200247 comprend trois composantes destinées à aider le Gouvernement ghanéen à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables des régions du Nord, du Haut Ghana oriental, du Haut Ghana occidental, de la Volta et du Brong-Ahafo situées dans la zone écologique septentrionale de savane. Il s'agit là des régions du pays les plus exposées à l'insécurité alimentaire; les taux de malnutrition et de pauvreté y sont élevés et les disparités sur le plan socioéconomique et entre les sexes plus marquées que dans le sud. Dans le cadre du programme, le PAM vient également en aide à des bénéficiaires dans les régions orientale et d'Ashanti, et aux petits exploitants dans les régions d'Ashanti et la zone écologique septentrionale de savane.
6. La composante 1 a pour objet de réduire les inégalités entre les sexes en matière d'éducation en favorisant l'amélioration des taux de fréquentation scolaire et de poursuite des études pour les filles inscrites dans le primaire et les écoles secondaires du premier cycle¹. Elle contribue

¹ Les disparités entre les sexes dans le domaine de l'éducation sont exacerbées par la pauvreté, le harcèlement sexuel exercé par des pairs et des dirigeants de sexe masculin, et des pratiques socioculturelles qui dévalorisent l'instruction des femmes. La lutte contre les disparités entre les sexes au niveau du premier cycle du secondaire, associée à une nutrition adéquate et à une

également à aider le Gouvernement en renforçant les capacités en matière de gestion de l'alimentation scolaire durable faisant appel à la production locale et en améliorant la qualité nutritionnelle des repas scolaires; les liens avec les petits exploitants – les femmes participant sur un pied d'égalité – soutiennent l'économie locale. La composante 2 étaye les efforts déployés par le Gouvernement pour prévenir le retard de croissance et les carences en micronutriments chez les femmes enceintes et les mères allaitantes ainsi que chez les enfants de 6 à 23 mois; en outre, une assistance nutritionnelle est offerte aux personnes sous traitement antirétroviral dans le cadre d'une initiative pilote axée sur la prévention de la transmission de la mère à l'enfant (PTME). Les activités nutritionnelles prévoient des campagnes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, ciblant les hommes comme les femmes, et les chaînes de valeur à dimension nutritionnelle sont mises en avant à la faveur des liens commerciaux établis entre les petits exploitants et les entreprises alimentaires locales aux fins de la production locale d'aliments nutritifs spécialisés abordables. Dans le cadre de la composante 3, le PAM aide les communautés vulnérables à accroître leur résilience face au changement climatique grâce à la remise en état de leurs actifs². Cette composante a été interrompue dans la révision budgétaire de juin 2017, mais les projets de création d'actifs lancés en 2016 se poursuivront tout au long de l'année 2017, tandis que les capacités du Gouvernement en matière de création d'actifs propices à la résilience seront renforcées dans la perspective du transfert des responsabilités.

Conclusion et recommandations issues de la réévaluation

7. L'évaluation à mi-parcours du programme de pays et les missions subséquentes d'évaluation de la situation nutritionnelle en 2015 préconisaient de transposer à plus grande échelle les interventions visant à prévenir le retard de croissance et les carences en micronutriments. D'après l'enquête démographique et sanitaire menée au Ghana en 2014, les taux de malnutrition aiguë globale avaient reculé chez les enfants de moins de 5 ans, passant sous le seuil recommandé, et les carences en micronutriments touchaient les femmes de manière disproportionnée. Le programme ciblait donc prioritairement les femmes enceintes et les mères allaitantes ainsi que les filles, et il prévoyait des activités pédagogiques axées sur la nutrition ainsi que des messages d'information sur la santé sexuelle et procréative à l'intention des adolescentes.
8. À l'issue de l'évaluation à mi-parcours, il était également recommandé de privilégier les aliments locaux par rapport aux produits importés, et d'opter dans toute la mesure possible pour les transferts de type monétaire en vue de remédier aux problèmes logistiques persistants associés à l'acheminement de vivres assuré par le Gouvernement. Les aliments destinés à faire partie de l'assortiment prévu au titre des transferts de type monétaire ont été sélectionnés à l'issue de discussions de groupes avec les ménages des filles bénéficiant de rations à emporter. Des légumes secs ont été ajoutés pour répondre à la nécessité d'améliorer la nutrition des adolescentes.
9. Les missions d'évaluation préconisaient d'accroître l'appui apporté à la production et à la transformation d'aliments nutritifs spécialisés à l'échelle locale en vue de remplacer les produits importés. L'évaluation finale menée en 2015 de l'impact de l'initiative Achats au service du progrès et d'autres études qualitatives ont également confirmé qu'il convenait de continuer d'appuyer les petits exploitants et les filières agricoles. Les constatations issues de l'analyse des marchés différenciée par sexe³ réalisée en 2016 ont mis en évidence les rôles et responsabilités propres aux deux sexes dans les filières, qui sont également influencés par des facteurs sociétaux, comme la production et la vente de produits agricoles par les femmes, et des facteurs économiques, comme la domination par les hommes de certains secteurs lucratifs à forte intensité de capital. Cette étude recommandait d'utiliser le cadre d'analyse des disparités entre les sexes pour cartographier les rôles, les responsabilités, les difficultés et les capacités de chacun des deux sexes tout au long des chaînes de valeur, et de prendre en compte les questions relatives à la

éducation à la santé sexuelle et procréative, pourrait beaucoup contribuer à faire reculer le retard de croissance à l'avenir, en retardant l'âge du mariage et de la première grossesse, et en permettant l'instruction des futures mères.

² Les projets englobent la réfection de barrages destinés au maraîchage de contre-saison et la construction d'infrastructures d'irrigation et d'étangs de pisciculture, en collaboration avec divers organismes des Nations Unies et le Gouvernement.

³ Problématique hommes-femmes et marchés; étude de cas réalisée par l'Unité chargée de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité – Développement de la chaîne de valeur au Ghana.

- problématique hommes-femmes et à l'autonomisation lors de la collecte et de l'analyse des données.
10. L'initiative quinquennale de renforcement de la nutrition et des chaînes de valeur (2016–2020), financée par le Gouvernement canadien et intégrée au programme de pays en 2016, donne suite à ces recommandations et prévoit l'offre d'un appui technique et financier à deux entreprises locales de transformation, afin d'améliorer leur capacité à produire des aliments nutritifs spécialisés enrichis qui soient sûrs, à partir d'ingrédients fournis par de petits exploitants locaux.
 11. En conséquence, diverses révisions budgétaires ont été adoptées en 2016 pour:
 - interrompre le traitement de la malnutrition aiguë modérée et transposer à plus grande échelle la prévention du retard de croissance;
 - cibler les districts enregistrant les taux de retard de croissance les plus élevés dans le cadre du programme de prévention correspondant;
 - opter à 100 pour cent pour les transferts de type monétaire; et
 - intégrer l'initiative de renforcement de la nutrition et des chaînes de valeur à la composante 2 – relative à la nutrition – du programme de pays.
 12. La capacité du Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale a été évaluée en décembre 2015 au moyen de l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation⁴ (SABER). Une évaluation opérationnelle du programme national d'alimentation scolaire⁵ a également été conduite avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et la Banque mondiale en 2016. Ces travaux ont permis de constater que si les pouvoirs publics disposaient des capacités et des mécanismes de coordination nécessaires, la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire laissait cependant à désirer, et il fallait améliorer la qualité nutritionnelle des repas scolaires, la participation des communautés et le contrôle exercé par elles, les liens avec les petits exploitants, et le suivi et l'évaluation.
 13. Une analyse destinée à combler le déficit en nutriments, réalisée en 2016, a montré que différentes approches fondées sur l'alimentation ainsi que des ensembles d'interventions, notamment la promotion de la consommation d'aliments nutritifs spécialisés, contribueraient à rendre les aliments nutritifs plus abordables pour les populations vulnérables, en particulier les enfants de moins de 2 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes, et les adolescentes. Les résultats de cette analyse seront diffusés en 2017 et tout au long de la période couverte par le PSPP pour éclairer l'élaboration du PSP, les plans stratégiques du Gouvernement et l'examen de la politique du PAM en matière de nutrition.
 14. D'après l'étude sur le coût de la faim en Afrique menée au Ghana en 2016, le pays perd environ 4,6 milliards de cedis ghanéens chaque année – soit l'équivalent de 6 pour cent de son produit intérieur brut – dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la productivité en raison du manque d'investissements consacrés à la nutrition⁶. Ce constat souligne l'importance de l'éducation des filles: les femmes instruites, surtout celles qui étudient jusque dans le secondaire, sont davantage susceptibles de prendre des décisions éclairées concernant la nutrition du ménage et de retarder l'âge de la première grossesse. Ces deux éléments réduisent l'incidence d'une "petite taille pour l'âge gestationnel" chez le fœtus au cours de la grossesse, qui contribue directement au retard de croissance de l'enfant.
 15. Les constatations et recommandations issues de toutes ces études et évaluations éclaireront le PSPP.

⁴ Rapports SABER sur les programmes – 2015.

⁵ Évaluation opérationnelle indépendante du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale du Ghana, mai 2016.

⁶ *The Cost of Hunger in Africa: Social and Economic Impact of Child Undernutrition in Ghana*, août 2016.

16. L'examen stratégique Faim zéro du Ghana est actuellement en cours. Lorsque le rapport y afférent aura été présenté dans le courant de l'été 2017, les préparatifs du PSP complet pour le Ghana débiteront.

Finalité de la prolongation du programme et de l'augmentation budgétaire

17. Aucune réorientation stratégique majeure du programme de pays n'est prévue pendant la période couverte par le PSPP: le bureau de pays continuera d'exécuter les activités approuvées, en prenant en compte les enseignements tirés de l'expérience et les recommandations issues des études et évaluations. L'examen stratégique Faim zéro en cours recensera les actions à mener en priorité dans le cadre du PSP pour le Ghana.
18. La responsabilité du programme d'alimentation scolaire a été entièrement transférée au Gouvernement en décembre 2016. Pendant la période couverte par le PSPP, le PAM continuera d'intensifier l'assistance technique qu'il apporte aux institutions gouvernementales, notamment pour ce qui est du programme national d'alimentation scolaire, et l'appui fourni aux chaînes de valeur nutritionnelles et à la capacité de transformation locale. Ces efforts suivront une approche fondée sur les systèmes alimentaires et s'appuieront sur l'expérience réussie du bureau de pays s'agissant de l'initiative Achats au service du progrès au Ghana. Le but est de réduire le retard de croissance et les carences en micronutriments grâce à des méthodes reposant sur les marchés et l'alimentation. Il s'agira de renforcer les capacités des institutions nationales et du secteur privé, et de promouvoir la cohérence des politiques par le biais de l'assistance technique, notamment la coopération Sud-Sud.
19. La vision à long terme du PAM au Ghana prévoit d'améliorer la sécurité alimentaire et de réduire le retard de croissance et les carences en micronutriments dans les régions du Nord. Pour y parvenir, il conviendra d'apporter un appui politique et technique visant à déployer à plus grande échelle les programmes de protection sociale à dimension nutritionnelle; de promouvoir les partenariats public-privé pour améliorer la disponibilité de produits alimentaires nutritifs et d'aliments nutritifs spécialisés et faire en sorte qu'ils soient accessibles et abordables; et de créer de la demande en sensibilisant davantage les populations ciblées aux bonnes habitudes alimentaires. Les interventions du PAM pendant la période couverte par le PSPP continueront de cibler les petits exploitants, les entreprises de transformation alimentaire, les enfants âgés de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes, les adolescentes, et les personnes vivant avec le VIH. Pour donner corps à son ambition, le PAM poursuivra sa collaboration avec les ministères, le secteur privé ghanéen et les organismes des Nations Unies.
20. Avant que la période couverte par le PSPP ne s'achève, le PAM aura renforcé le programme national d'alimentation scolaire du Ghana, s'agissant en particulier de la qualité des repas scolaires et des liens avec la petite production agricole locale. Il aura également accru les taux de fréquentation scolaire et de poursuite des études des filles dans les écoles secondaires du premier cycle ciblées, et étoffé leurs connaissances en matière de bonne nutrition et de santé procréative. Pour promouvoir les pratiques d'alimentation favorisant la nutrition auprès des femmes et des aidants qui s'occupent d'enfants âgés de 6 à 23 mois, le PAM continuera d'aider le Gouvernement à mener des campagnes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements; et d'améliorer la nutrition des personnes vivant avec le VIH, notamment en apportant un appui nutritionnel à celles sous traitement antirétroviral. Il continuera en outre de renforcer les capacités de manutention après récolte des petits exploitants ciblés et de rapprocher ceux-ci d'une sélection d'entreprises locales de transformation d'aliments nutritifs spécialisés.
21. Le Ghana étant un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le PAM mettra l'accent sur une aide en matière d'élaboration de politiques et le développement des capacités en vue du transfert efficace des responsabilités au Gouvernement et aux communautés, qui pourront ainsi concevoir, mettre en œuvre et gérer en toute indépendance d'ici à 2030 des programmes axés sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE										
Composante	Catégorie de bénéficiaires	Nombre actuel			Augmentation (2018)			Nombre révisé		
		Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total
1. Appui à l'éducation primaire et à l'instruction des filles	Écoliers du primaire	75 000	75 000	150 000	-	-	-	75 000	75 000	150 000
	Filles en premier cycle du secondaire	-	90 000	90 000	-	30 000	30 000	-	120 000	120 000
2. Renforcement de la nutrition et des chaînes de valeur pour la prévention du retard de croissance	Enfants âgés de 6 à 23 mois	44 200	44 800	89 000	10 000	10 000	20 000	54 200	54 800	109 000
	Femmes enceintes et mères allaitantes	-	64 000	64 000	-	20 000	20 000	-	84 000	84 000
	Appui nutritionnel pour les personnes sous traitement antirétroviral et celles bénéficiant de programmes de prévention de la transmission de la mère à l'enfant	3 800	5 200	9 000	1 000	2 000	3 000	4 800	7 200	12 000
	Appui aux ménages pour les personnes sous traitement antirétroviral ainsi que celles bénéficiant de programmes de prévention de la transmission de la mère à l'enfant	18 100	17 900	36 000	-	-	-	18 100	17 900	36 000
3. Résilience face aux chocs climatiques et appui aux moyens d'existence	Création d'actifs – transferts de type monétaire	50 000	50 000	100 000	-	-	-	50 000	50 000	100 000
Total		346 900	346 900	538 000	11 000	62 000	73 000	202 100	408 900	611 000

Besoins en produits alimentaires

TABLEAU 2: BESOINS AU TITRE DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR COMPOSANTE			
Composante	Transferts de type monétaire (en dollars)		
	Montant actuel	Augmentation	Montant révisé
1. Appui à l'éducation primaire et à l'instruction des filles (rations à emporter)	7 894 128	2 620 134,02	10 514 262
2. Soutien nutritionnel aux groupes vulnérables/renforcement de la nutrition et des chaînes de valeur pour la prévention du retard de croissance	5 927 458	1 746 698,63	7 674 156
3. Résilience face aux chocs climatiques et appui aux moyens d'existence	7 369 312	-	7 369 312
Total	21 190 898	4 366 833	25 557 730

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE LA RÉVISION BUDGÉTAIRE (2018)		
	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Transferts de type monétaire	4 366 833	
Coûts connexes	374 736	
Transferts de type monétaire et coûts connexes	4 741 569	
Développement et augmentation des capacités	1 500 331	
Coûts opérationnels directs		6 241 900
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ¹		3 375 452
Total des coûts directs du projet		9 617 352
Coûts d'appui indirects (7 pour cent) ²		673 215
Coût total pour le PAM		10 290 566

¹ Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

² Le taux de recouvrement des coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (<i>en dollars</i>)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	1 340 414
Agents des services généraux	525 850
Total partiel	1 866 264
Dépenses de fonctionnement et autres	
Dépenses d'équipement	93 000
Sécurité	55 513
Voyages et transport	220 500
Études préalables, évaluations et suivi¹	100 000
Total des coûts d'appui directs	3 375 452

¹ Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

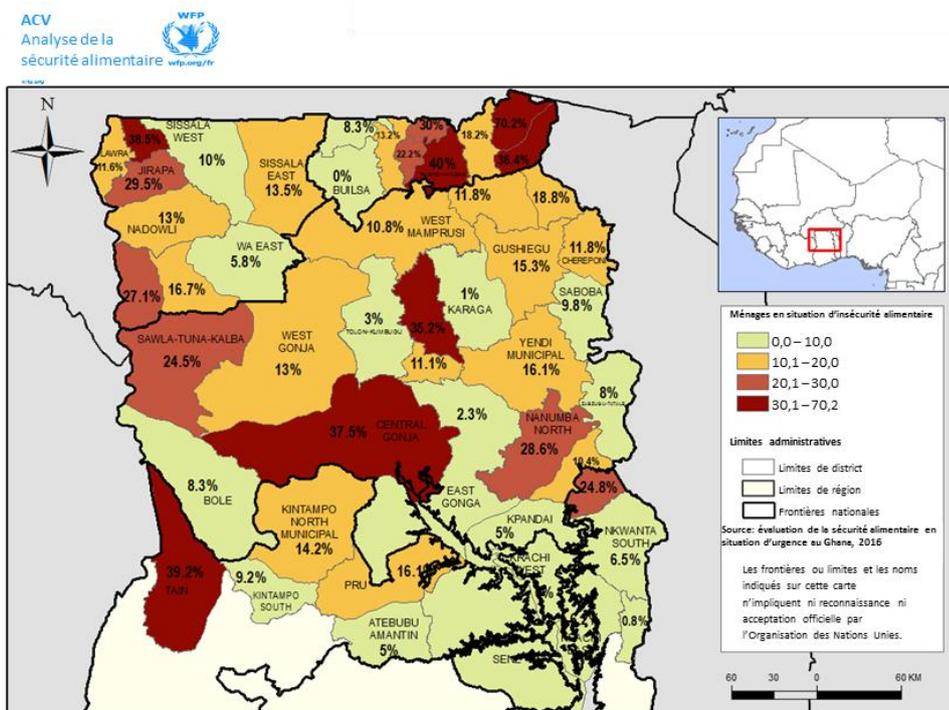
ANNEXE I-C

TRANSFERTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (PSPP 2018) (en dollars)							
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Composante 5	Composante 6	Total
Transferts de type monétaire (en dollars)	4 366 833	-	-	-	-	-	4 366 833
Développement et augmentation des capacités (en dollars)							2 200 662

ANNEXE II

Ménages en situation d'insécurité alimentaire dans le nord du Ghana

Évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence, 2016



Prévalence du retard de croissance et de l'anémie au Ghana (enquête démographique et sanitaire de 2014)

Disparités régionales sur le plan de la nutrition

WFP
wfp.org/fr

Au niveau national
Taux de retard de croissance = 18,8 %
Taux d'anémie = 66 %

Région(s) du Nord
Taux de retard de croissance = 33,1 %
Taux d'anémie = 82,1 %



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition
PTME	prévention de la transmission de la mère à l'enfant
SABER	approche systémique pour l'alimentation des résultats dans le domaine de l'éducation
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance